

Europe : Un séminaire communiste à Lisbonne (p. 3)

Supplément à l'Humanité

Communiste

www.pcf.fr

Lien d'échanges et de communication

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e - Comité de rédaction: Jacques Chabalière - Guénolé Fournet - Yann Henzel - Méline Le Gourrière - Jean-Louis Le Moing - Yann Le Pollolec - Emilie Lecroq - Julia Castanier - Denis Rondepierre - Lydia Samarbakhsh - Gérard Streiff - Julien Zoughebi - Directeur: Jean-Louis Le Moing < Rédaction: Gérard Streiff (Tél.: 01 40 40 11 06) - Mèl: communistes@pcf.fr - Relecture: Jacqueline Lamothe - Mise en pages: Zouhair@NAKARA.info (Tél.: 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous
Creative Commons
BY-NC-SA

LE CONGRÈS EN DIRECT

Le PCF tiendra son 38^e Congrès les 23, 24 et 25 novembre 2018

Du 23 au 25 novembre, les communistes se réuniront en congrès à Ivry-sur-Seine, au Gymnase Venise-Gosnat.

Vendredi 23 novembre* :

9 h 30 - 22 h 30 : Débat général et discussions sur le texte de base commune

10 h : Introduction de Pierre Laurent

Samedi 24 novembre* :

9 h - 22 h : 2^e journée et suite des discussions sur le texte de base commune

Dimanche 25 novembre :

9 h-12 h : Rapport financier et introduction de la commission des candidatures à huis-clos

12 h : Vote des délégués

12 h 55 : Proclamation des résultats

13 h : Discours du secrétaire national

14 h : Fin du Congrès

A noter: Un événement européen avec Ian Brossat, chef de file des communistes pour les élections européennes, aura lieu durant le Congrès.

*Des événements et prises de parole (violences faites aux femmes, réfugiés, mouvement social, MJCF, Europe...) viendront s'intercaler dans le programme du Congrès.



(#CongrèsPCF)
congres2018.pcf.fr

AGENDA

MILITANT

21-24 novembre: Référendum féministe dans les campus, UEC

21-25 novembre: Participation "aux grands voisins" de la CIMADE

24 novembre: Je marche contre les violences sexistes et sexuelles à Paris 14 h, place de la Madeleine

24-25 novembre: Fête de l'Humanité de Normandie, parc des expositions de Rouen. Toutes les infos sur Facebook

25 novembre: 1^{er} tour élection municipale à Villemomble (93)

1^{er} décembre: Marche des chômeurs et des précaires

1^{er} décembre: Fête des anciens de l'UEC. Renseignements Facebook UEC

MÉDIAS

Mercredi 21 novembre: Pierre Laurent sera l'invité de "M comme Maiténa" avec Maiténa Biraben sur RMC

Mercredi 21 novembre à 21 h 15: Olivier Dartigolles sera l'invité de Cnews

Vendredi 23 novembre à 7 h 45: Ian Brossat sera l'invité de la matinale de l'Opinion

Vendredi 23 novembre à 8 h 15: Pierre Laurent sera l'invité de la matinale d'Europe 1

SOUSCRIPTION

Je verse : €

NOM :

PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL

Ville

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"

2 place du Colonel-Fabien

75167 Paris Cedex 19

<http://adhesion.pcf.fr/soutenir>

Si vous êtes imposable vous pouvez déduire 66 % de ce montant.



A L'INITIATIVE



Christophe Faverjon, maire PCF d'Unieux, faisant signer la pétition sur le pouvoir d'achat.

"Gilets jaunes" : Suspension immédiate de la hausse du prix des carburants

Les dramatiques accidents d'hier et la colère qui explose dans le pays doivent amener le gouvernement à prendre ses responsabilités. Il doit suspendre immédiatement la hausse des prix des carburants. Il doit augmenter les salaires et les retraites pour répondre aux très fortes attentes en matière de pouvoir d'achat. Il doit ouvrir en urgence un débat public sur les mesures sociales et écologistes à mettre en œuvre pour réduire la consommation de pétrole, en particulier dans le secteur des transports. Il y a urgence à lutter contre le réchauffement climatique. Le PCF propose plusieurs mesures efficaces pour l'écologie et justes socialement :

- la taxation du kérosène et l'augmentation de la taxe sur l'aviation civile
 - l'augmentation des malus automobiles sur les achats de grosses voitures polluantes
 - le retour à une TVA à 5,5 % pour les transports publics
 - taxer les 10 milliards de bénéfices de Total pour financer la transition énergétique
 - cesser de fermer les petites lignes de train
- Vite, de vraies mesures sociales et écologistes pour plus de pouvoir d'achat et pour consommer moins de pétrole. ✖

Parti communiste français
Paris, le 18 novembre 2018



Hubert Wulfranc, député-maire PCF, en discussion avec des "Gilets jaunes"

Corbeil-Essonne



Dans la 1^{re} circonscription de l'Essonne, Michel Nouaille, candidat PCF-Génération.s-Ensemble (8,43 %) appelle à voter pour la candidate de FI qui affronte un proche de Valls au second tour. Il ajoute : "Pour les prochaines échéances, j'appelle à agir au quotidien pour le rassemblement nécessaire des forces progressistes." Le score de Michel Nouaille est en augmentation à Corbeil et Villabé. ✖

Villemomble (93)

Des élections municipales partielles ont lieu à Villemomble dimanche 25. Sur notre photo, Delphine Zoughebi et Fabien Gay (sénateur) au meeting de soutien. ✖



Lorraine cœur d'acier



La CGT organise à Hayange (Moselle), vendredi 23 novembre à 10 h, une marche pour l'acier. Départ devant la communauté d'agglomération, rue De Wendel.

Le PCF soutient cette initiative et appelle ses adhérents à y participer.

La production d'acier est un enjeu essentiel pour la relance de l'industrie dans notre pays. Le PCF et ses parlementaires font des propositions dans ce sens. La délégation du PCF sera conduite par Serge Jurczak et Patrick Peron, et défilera derrière la banderole "La Lorraine a un cœur d'acier". Un tract national sera diffusé.

Venir avec drapeaux et badges. ✖



Défense des hôpitaux publics

Samedi dernier 17 novembre, à l'appel du Comité de défense des hôpitaux du Nord Essonne et des syndicats CFTC, CGT, SUD

Six cents participants, deux députés, deux conseillers régionaux, deux conseillères départementales, deux maires et une dizaine de conseillers municipaux ont manifesté contre la fermeture des hôpitaux de Juvisy, Longjumeau, Orsay et pour leur réhabilitation. ✖

Reportage sur Youtube
<https://youtu.be/bRvxtoTAwHY>

Sortir plus forts du Congrès

Entretien avec **Jérémy Bacchi**, premier secrétaire des Bouches-du-Rhône, sur le déroulement de son congrès fédéral le week-end dernier. "On doit travailler au rassemblement de toute la famille communiste et la fraternité doit prévaloir sur tout le reste", dit-il.

A lors que des cassandres prédisaient la mort imminente du Parti communiste français, son explosion et que sais-je encore..., il n'en n'a rien été dans les Bouches-du-Rhône. Mieux, à l'inverse de tout ça, nous avons fait la démonstration de notre capacité à surmonter les difficultés, à travailler collectivement. Les communistes des Bouches-du-Rhône se sont tellement bien approprié le texte, leur texte, qu'ils en ont produit 800 amendements. Loin de la guerre de tranchée prédite par certains, notre congrès a fait une nouvelle fois la démonstration que nous pouvions nous dire les choses, être même en désaccord par moment, mais en ayant toujours en tête que la fraternité devait prévaloir sur tout le reste. Avec un esprit de responsabilité, une volonté de rassembler, un désir d'unité, les communistes des Bouches-du-Rhône ont enrichi le texte, sans le vider de sa substance. Car le véritable enjeu était bien là : respecter le choix des communistes tout en permettant à l'ensemble des communistes de se retrouver dans le texte final. C'est d'ailleurs ce qui a prévalu dans notre département où l'immense majorité des sections ont validé le texte amendé, alors qu'elles avaient initialement fait le choix d'un texte différent. C'est bien là la preuve de l'esprit de responsabilité dont je parlais. Un texte amendé d'ailleurs adopté par 86 % des congressistes !

Personne ne peut prédire de quoi sera fait l'avenir, c'est d'ailleurs à nous de l'écrire. Mais une chose est sûre dès à présent, c'est que nous pouvons sortir de ce congrès bien plus forts que lorsque nous y sommes entrés. Et c'est tant mieux car dans une séquence politique où le gouvernement semble plus

affaibli que jamais, l'heure est à la riposte sociale et politique. Notre parti doit y prendre toute sa place et porter haut et fort nos propositions à même de répondre à l'urgence sociale.

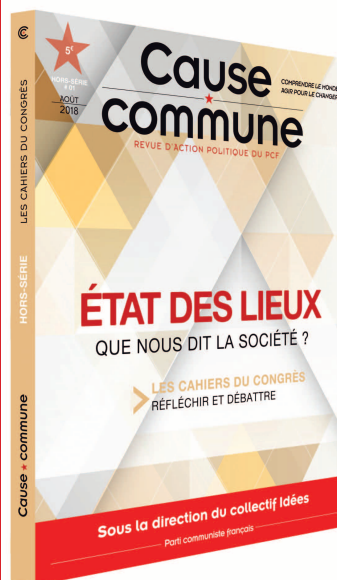
Concernant notre direction nationale, et plus particulièrement le poste de secrétaire national. Je crois qu'il est impératif que nous puissions sortir par le haut, y compris sur ces questions, à l'image de ce que les communistes ont produit ces deux dernières semaines lors de leurs conférences fédérales. Je considère pour ma part qu'il est important d'entendre le désir de renouvellement exprimé par les communistes, et pour réussir ce renouvellement nous devons travailler au rassemblement de toute la famille communiste. J'ai pour ma part toute confiance en Fabien Roussel et Pierre Laurent pour travailler ensemble à la conduite d'une seule liste garantissant ces deux exigences. Il ne peut en être autrement.

Je suis convaincu que ce que nous avons brillamment réussi lors de nos conférences fédérales autour du texte, nous serons en capacité de le réussir tout aussi brillamment ce week-end, autour du texte mais aussi de notre direction. ✨

Propos recueillis par Gérard Streiff



LES CAHIERS DU CONGRÈS



A commander auprès de votre fédération ou par courrier postal à : **PCF, A l'attention de Yann Henzel 2, place du Colonel-Fabien, 75019 Paris**

LES RÈGLEMENTS SONT À FAIRE À L'ORDRE DE L'ASSOCIATION PAUL LANGEVIN (et non à ANF-PCF).
(courriel - yhenzel@pcf.fr)

PLANÈTE

Europe

Un séminaire à Lisbonne

La délégation du Parti communiste portugais et le groupe GUE-NGL du Parlement européen organisaient à Lisbonne, le 16 novembre, un séminaire "Droits, souveraineté, coopération, paix. Pour une Europe des travailleurs", auquel étaient conviés des représentants d'Anel, PCE-Izquierda Unida, du PTB, et en présence de Jeronimo de Sousa, secrétaire général du PCP, qui a conclu les travaux. Lydia Samarbakhsh est intervenue au nom du PCF. (Extraits)

Les partis politiques que nous représentons ici partagent l'essentiel de l'analyse des causes de la crise aux multiples dimensions que traversent les peuples d'Europe, et partagent aussi la volonté politique d'ouvrir des perspectives concrètes d'alternatives à la construction ultralibérale de l'Union européenne.

Pendant des décennies, toute alternative aura été étouffée. La violence des politiques austéritaires et autoritaires ont produit une forte régression sociale. Maastricht promettait une nouvelle « ère de prospérité ». Ce traité, rejeté par une partie des peuples consultés, a provoqué des dégâts profonds compromettant le développement même de nos pays. Le bilan du Traité de Lisbonne est sans appel : 30 millions de chômeurs, 25 % de la population européenne frappée par la pauvreté alors que l'UE représente un quart du PIB mondial.

L'explosion des inégalités nourrit les colères qui prennent différentes formes d'expression dont aucune ne mène automatiquement à des processus d'élaboration d'une Europe sociale, solidaire et pacifique.

Nous ne voulons pas laisser réduire l'alternative, dans la confrontation qu'organisent entre eux, dans un contexte de crise de la social-démocratie, les néo- ou ultra-libéraux et les extrêmes droites ; ces dernières étant promptes à dévoyer et instrumentaliser les colères populaires.

Aucune Europe sociale ne saurait émerger des politiques qui ont mis à genoux le peuple grec, poussent à consacrer 2 % des PIB nationaux à la Défense, subjuguent nos pays à l'OTAN, attaquent les systèmes de retraite et services publics, mettent en concurrence les travailleurs et cautionnent un Salvini et sa politique libérale tout en pratiquant le chantage à la dette.

Mais il ne suffit pas de dresser ce constat pour convaincre qu'une

alternative de progrès est possible. Des obstacles alimentent déception, renoncement ou sentiments d'impuissance. En France, les luttes et mouvements dans la santé, les transports, dans l'enseignement ou sur le Code du travail... n'ont pas encore réussi à faire « jonction » et ont parfois abouti à des revers en dépit d'un large soutien populaire. En revanche, des victoires ont été arrachées comme le vote des salariés lors du référendum patronal d'Air France au printemps dernier.

Le 17 novembre se déroulera une mobilisation inédite, celle des « gilets jaunes » regroupant diverses catégories sociales, méfiantes à l'égard des forces politiques et dont certaines franges sont infiltrées par l'extrême droite. Nous voulons aller à leur rencontre et porter l'exigence de rupture avec le cadre néolibéral actuel ; mettre en débat les moyens d'amorcer ce processus en se donnant pour objectif de mettre en échec, jusqu'à son abrogation, le Pacte de stabilité budgétaire européen.

Toute avancée significative vers cet objectif est de nature à contribuer à desserrer cet étau car il y a urgence à centrer le projet européen sur des priorités sociales qui permettent d'ouvrir la voie à un véritable co-développement entre peuples européens et impulser un nouveau modèle social européen. De ce point de vue, nous suivons avec grand intérêt les développements de la situation au Portugal, en Espagne, ou en Grèce ; des situations singulières dont nous tirons des enseignements pour des constructions politiques à vocation majoritaire sur la base d'objectifs communs à l'appui de mobilisations populaires.

Le PCF entend contribuer au développement des luttes nationales et européennes mais la bataille pour refonder l'UE passe par la réorientation radicale des politiques conduites en son nom. Les dimensions principales et constitutives d'une véritable rupture en faveur d'une Europe des travailleurs devraient promou-

voir le plein emploi, de nouveaux droits pour les travailleurs, le salaire minimum, la protection sociale de haut niveau, la réduction du temps de travail, la sécurisation des parcours professionnels, la prévalence des droits fondamentaux sur les intérêts économiques, la lutte contre le dumping social contribuant à la paix et à la sécurité humaine collective.

Notre conception d'une « union de nations et peuples souverains, libres et associés, coopérants et solidaires », au lieu d'un fédéralisme au service du néolibéralisme et de la finance, appelle à réinvestir plus largement la question de la souveraineté populaire et de la souveraineté nationale dont les dénis et mépris ne sont plus supportables.

C'est ainsi que nous faisons de la réorientation du rôle et du fonctionnement de la BCE en plaçant son pouvoir de création monétaire au service du développement du progrès social et de la transition écologique, et la création d'un développement d'un Fonds européen social et écologique, comme le traduit l'interpellation de Patrick Le Hyaric auprès du président de la Commission européenne comme des étapes allant dans le sens d'une Europe des travailleurs.

A l'appui du rapport parlementaire de notre camarade Éric Bocquet, nous portons la volonté d'une lutte concertée contre l'optimisation, l'évasion et la fraude fiscale et une réévaluation de la fiscalité des multinationales afin que les peuples, les puissances publiques retrouvent les moyens de leurs choix politiques, sociaux, économiques. Ce sont sur ces orientations et perspectives que nous entendons construire la bataille des européennes avec notre chef de file Ian Brossat. ✨



Marx, penseur du communisme

Ce texte a manifestement été rédigé à plusieurs mains. Ce serait formidable si cette pluralité d'inspirations et de plumes témoignait d'un grand et vrai débat riche en pensée et accouchait d'une orientation claire. Mais ici elle produit de singulières incohérences qu'il faut, à mon sens, rectifier et à tout le moins éclaircir. Ainsi : **A/** Le texte réclame « pour les communistes un grand débat sur ce que peut être le dépassement du capitalisme » [3-1]. Et c'est vrai que c'est nécessaire puisque nous savons désormais par l'histoire récente que l'abolition réelle du capitalisme par l'État socialiste n'a produit nulle part un dépassement communiste du capitalisme (contrairement à ce qui était annoncé et espéré), mais parfois même un retour au capitalisme (Russie...) ou à des mesures lui déliant les mains (Chine...). Il s'agirait donc de rebattre les cartes d'une pensée communiste « classique » en termes d'étapes (dans le parti français, on se souvient : démocratie avancée-socialisme-communisme). Mais **B/** Ce même texte (qui réclame un « vrai débat ») apporte ses propres réponses à la question posée et des réponses incompatibles entre elles. On y lit, en effet, d'une part, « que le communisme est à l'ordre du jour » [3-1 titre et *ibidem* à plusieurs reprises], mais aussi, d'autre part, qu'il faut concevoir des étapes (« à chaque étape » 3-1 et ailleurs), qu'il y a même une « étape radicale vers le but final » [3]. Et pour qu'on comprenne bien, on nomme même ces étapes et la première d'entre elles (« la transition socialiste vers une civilisation supérieure, le communisme » [2-4]. Autrement dit, puisqu'il y a des étapes et des transitions, le communisme n'est pas à l'ordre du jour et ce qui l'est bien plutôt c'est... le socialisme ! On peut se poser la question : les communistes d'aujourd'hui veulent-ils vraiment cela qui est pourtant écrit en toutes lettres ici ? D'ailleurs le texte remet le couvert en croyant (faussement) citer Marx et en lui faisant dire qu'il a posé « les bases d'une vision beaucoup plus rigoureuse du socialisme et du communisme » [6-4]. Je mets au défi les rédacteurs du texte de trouver un seul texte de Marx expliquant que le socialisme est une nécessaire phase de transition préalable au communisme. En fait de « marxisme vivant » (formule répétée au moins six fois dans le texte !), le « marxisme » auquel se réfèrent les rédacteurs du texte est le « marxisme » tout court (c'est-à-dire le marxisme des Soviétiques au XX^e siècle !) C'est le « marxisme » qui, en effet, a cru lire dans la critique de Marx au programme de Gotha que l'auteur du *Capital*

affirmait l'existence de deux phases dans la société post-capitaliste : la première étant celle qui vient de sortir de la société capitaliste (et que l'on a appelé « le socialisme »), la seconde étant la phase supérieure (que l'on a appelé la société communiste). C'est cette distinction et ces appellations que les auteurs du texte reprennent ici. Mais - on peut quand même bien le savoir et le dire aujourd'hui - c'est trahir Marx qui écrit : « la première phase de la société communiste... la phase supérieure de la société communiste » (cf. Éditions sociales - GEME, 2008 Paris, p. 59). Autrement dit : Marx parle bien de deux phases, mais de deux phases du communisme et à aucun moment il n'évoque le socialisme comme phase ou étape précédant et devant conduire au communisme ! Marx est un penseur du communisme, comme on le voit... en le lisant avec un peu d'attention. Et chacun comprend bien qu'il ne s'agit pas ici pour moi d'un pesant et docte commentaire littéraire ou grammatical, mais d'une question de fond qui concerne l'orientation de notre combat et nos très concrètes actions quotidiennes. Car on ne milite pas de la même manière si le but est « l'étape socialiste » ou si la perspective se situe dès aujourd'hui dans l'immédiate visée du communisme. Le socialisme est tout entier centré sur l'État, la conquête de l'État, l'action de l'État sur l'économie et ce qui en dépend dans la vie sociale ; le communisme évoque, lui, ce que l'on traduit en français par le « dépeuplement de l'État » (c'est-à-dire la fin de la propriété privée d'une « classe politique » sur la vie politique elle-même) et l'appropriation à égalité par l'humanité entière de toutes les conditions de son propre destin (y compris bien sûr celles qui relèvent de l'économie). Le communisme ce n'est pas seulement la fin de la lutte des classes imposée par décret d'État (propriété collective des moyens de production et d'échange, création du plan, rôle du parti, etc.), c'est la construction lente et patiente par les individus en mouvement d'une société sans classe. Si ces remarques sont fondées (ce que je crois), alors on voit que : 1) Marx définit le communisme en opposition au capitalisme comme une « forme de société supérieure dont le principe fondamental est le plein et libre développement de chaque individu » (*Le Capital*, I, chap. 22, p. 575). On voit bien qu'il s'agit ici d'une reprise communiste du séculaire combat pour l'émancipation humaine qui a enfin trouvé, produit par la domination du capitalisme lui-même, un acteur historique et peut devenir un combat politique (et n'est plus une simple « idée ») : ce que Marx

appelle le combat du prolétariat, cette force nouvelle dont il montre qu'elle peut être à la fois le « fossoyeur » et le successeur du capital (en ce que, produite par lui, elle peut faire mieux que lui et sans lui). Or on sait bien que quand on leur évoque le communisme aujourd'hui, nos contemporains pensent tout le contraire de « plein et libre développement de chaque individu », mais (hélas !) bien plutôt : crime, goulag, autoritarisme... Alors ne continuons pas de nous taire sur le communisme (sous prétexte que le communisme n'est pas « dans la tête des gens », qu'il ne correspond pas à l'étape où nous sommes...), mais faisons-le vivre dans nos actions et nos discours. En étant persuadés que la conscience du contre (contre Macron, contre le capitalisme...) ne suffit pas à donner la conscience du pour. 2) L'histoire du XX^e siècle montre qu'il ne suffit pas de se débarrasser du parasitisme d'une classe exploiteuse et d'abattre le capitalisme au moyen de l'État socialiste (ce que la révolution soviétique a accompli) pour faire advenir une société sans classe et des individus activement impliqués dans leur libération et leur émancipation. La lutte contre l'exploitation (autrement dit : la considération de la seule économie) n'y suffira pas, il faut une mise en accusation du capitalisme sous tous les aspects de la vie des humains et de la survie de ce sans quoi - soyons matérialistes ! - ils ne peuvent même pas concevoir leur existence (leur fragile et toute petite planète Terre dans l'univers). Autrement dit : aliénation et émancipation doivent être pensées (et mises en luttes) dans toute l'étendue de leurs exigences, et non être plaquées dans un discours empli d'économisme, comme des décorations ou des suppléments d'âme sonores et sans consistance. 3) Ce qui a échoué au XX^e siècle ce n'est pas le communisme, comme on le croit souvent, mais bel et bien le socialisme sous ses deux visages : a/ le socialisme de la social-démocratie (qui n'a nulle part mis à mal le capitalisme et a fini par tout lui céder) ; b/ le socialisme de la voie autoritaire du parti unique et de la dictature du prolétariat (celle des partis communistes qui n'a jamais conduit au communisme et a fini par s'effondrer). Autrement dit : communisme et socialisme ne se confondent pas. Nous avons à inventer et faire vivre « avec Marx » (et non pas au nom du « marxisme », même « vivant ») les formes d'action qui s'inscrivent dans une orientation communiste, ce qui est inédit et sans précédent dans l'histoire. Laissons à d'autres le rafistolage contemporain du socialisme. ✖

Bernard Vasseur, Section d'Aubervilliers (Seine-Saint-Denis)

Pour une démarche de rassemblement efficace et apte à ouvrir de nouveaux horizons politiques

Pourquoi 42 % des communistes, à travers leur choix de soutenir le texte "Pour un manifeste", ont-ils décidé de se recentrer sur leur parti ? Est-ce l'affirmation qu'ils rejettent toute démarche de rassemblement ? N'est-ce pas finalement plutôt les postures hégémoniques de la FI qui cristallisent leur mécontentement ? Que faut-il faire face à cette situation ? La stratégie de l'enfermement, du repli sur soi peut-elle ouvrir de nouvelles perspectives de rayonnement de notre parti et permettre de construire des rapports de force politiques aptes à imposer des choix politiques ancrés véritablement à gauche ? Assurément, non ! De tout temps le PCF s'est déclaré être au service des intérêts des citoyens, des classes populaires, des plus modestes, des laissés-pour-compte, en opposition aux politiques favorisant systématiquement le portefeuille des dominants et des possédants, comme c'est le cas actuellement avec celles menées par Macron et son gouvernement. Changer leur quotidien en portant leurs exigences et aspirations à vivre dignement de leur travail, telle est bien la feuille de route du PCF qui se veut être le parti du monde du travail. Ainsi, notre parti a toujours prôné la nécessité, entres autres, de prendre le pouvoir pour répondre concrètement à cette ambition, qui passe par ailleurs par le rassemblement pour prétendre y parvenir sans quoi,

dans les conditions actuelles, tout autre voie est complètement illusoire. De fait, avancer l'objectif de présenter en toutes circonstances des candidats communistes est pour le moins rédhitoire. Prétendre que notre déclin est lié à notre effacement, lui-même associé à notre absence dans différents scrutins* est non seulement un peu court - car à l'évidence cela conduit à nier le point de départ de notre affaiblissement et l'origine du résultat de la présidentielle de 2007 -, mais en plus fait l'impasse sur les conséquences politiques de stratégies politiques d'alliances électorales à géométrie variable qui brouillent notre visée politique réelle depuis maintenant plusieurs décennies. Les reculs importants aux élections municipales et régionales sont davantage le résultat de cette posture qui rend illisible, inaudible l'expression politique de notre parti pourtant porteur de solutions politiques alternatives et anticapitalistes. À l'aune de cette analyse, et alors que des tractations s'opèrent d'ores et déjà dans certaines villes pour les prochaines élections municipales, nous devons officialiser une rupture franche avec les sociaux-libéraux, pour donner du sens et de la légitimité à notre stratégie politique. Notre effacement n'est-il pas aussi et finalement lié à notre trop timide engagement dans la mise en mouvement rassemblée des forces anticapitaliste, et même si nous devons retenir le rôle de premier plan que

nous avons joué dans le rayonnement du Front de gauche qui a permis la remise en cause du traité européen de 2005 ? Ne devrions-nous pas, au contraire, promouvoir des initiatives politiques rassemblées avec toutes les forces antilibérales, où la diversité et les spécificités de chacun seraient respectées, comme ce fut le cas lors de la marée populaire du 26 mai dernier dont le succès peut être considéré comme insuffisant mais qui a eu le mérite d'enclencher un processus qu'il est nécessaire de poursuivre ? Ignorerions-nous à ce point que c'est précisément ce que demande et veut le peuple ! On pourrait par exemple proposer des débats ouverts sur différentes thématiques où chaque formation, comptant pour une, peut apporter son point de vue, exprimer ses approches et solutions, l'objectif étant de surmonter les différences, contradictions voire divergences éventuelles, de produire du commun au service de l'intérêt général et de mettre les citoyens au cœur de cette démarche. ✖

Sections de Capdenac-Gare et Villefranche-de-Rouergue (Aveyron)

*Il est d'ailleurs faux d'affirmer que le soutien du PCF à la candidature de J.-L. Mélenchon en 2017 n'avait pas de légitimité car ce sont les communistes eux-mêmes qui ont fait ce choix démocratiquement à l'occasion d'une consultation nationale.

Pas d'unité possible des communistes sans identité communiste réaffirmée

Certains nous disent que le recours de textes alternatifs dans la préparation de nos congrès a conduit à une organisation en tandances qui sclérose la vie démocratique du Parti et plus généralement la vie du Parti elle-même. Il est vrai que ce mode de préparation n'est pas le top. Mais un seul texte ne permet pas non plus l'expression des oppositions sinon par des amendements qui, lorsqu'ils mettent en cause la cohérence du texte, sont rarement retenus. En fait nous montrons là notre incapacité à appliquer entre nous ce que nous proposons pour révolutionner la société actuelle et régir les rapports sociaux post-capitalistes : la démocratie participative. Bien sûr qu'il faut des textes alternatifs pour montrer qu'il y a une alternative si les camarades considèrent que la cohérence (ou l'incohérence) du texte proposé par la direction sortante ne convient pas. Mais ce n'est pas une fin en soi. Le vote doit intervenir en tout début de préparation du congrès, de manière à permettre ensuite la consultation des

communistes sur des points précis et importants de désaccords et au final la rédaction d'une base commune élaborée collectivement qui répond à l'attente d'une large majorité. Parmi les points précis et importants de désaccords aujourd'hui, il y en a un qui me paraît fondamental : c'est celui qui définit l'utilité du PCF. Nous avons « l'ambition d'être à l'avant-garde des luttes et des idées, de jouer le rôle actif d'éclairer qui devrait être le nôtre ». Certains critiquent cette idée force de la base commune en voulant mettre le PCF au service d'un mouvement social et politique en construction, où nous serions autant à l'écoute qu'à l'initiative. Or, cette démarche n'a-t-elle pas conduit à notre effacement au profit de rassemblements inefficaces ? Ces rassemblements ont échoué, soit faute de vouloir en découdre avec la finance (gauche plurielle), soit par manque de crédibilité (Front de gauche). Si nous avions mis en avant d'abord nos idées pour ensuite réussir le rassemblement nécessaire,

nous n'en serions pas là ! Sans vouloir rassembler autour de nous, il faut savoir faire respecter nos propositions quand elles sont indispensables à la sortie de crise, pour opposer aux choix du capital et à tous les niveaux de décision, du local au global, le choix du développement humain durable et partagé. Notre apport à la gauche pour en faire une construction politique menant à la transformation sociale vers un dépassement du capitalisme, du salariat, des inégalités et distinctions de classe, n'est-il pas l'éclairage révolutionnaire que nous pensons pouvoir incarner ? Comme le disait le Manifeste du parti communiste en 1948 : « Les communistes sont la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui entraîne toutes les autres ; sur le plan de la théorie ils ont sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence claire des conditions, de la marche et des résultats généraux du mouvement prolétarien. » ✖

Dominique Roussel
Secrétaire de la section Salon et région (Bouches-du-Rhône)